



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 13 Juin 2010

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

» Sommaire

Sommet de Nice

Les entreprises à la rescousse

3 questions à Bernard Debré Ancien ministre

Afrique du sud

La marche en avant

Guinée

La dernière ligne droite

Burundi

Une élection contestée d'avance

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersde.lafrrique.fr



Johannesbourg

Afrique du sud

La marche en avant

La coupe du monde de football place ces jours-ci l'Afrique du Sud au cœur de l'actualité mondiale. Mais il y a déjà longtemps que ce pays occupe une place de premier rang en Afrique, et participe à ce titre aux grands débats du monde.

Première puissance économique africaine

49 millions d'habitants, sur un territoire de 1 219 912 km², la République d'Afrique du Sud est la première puissance économique d'Afrique. En croissance rapide, elle représente à elle seule 66% du PIB de l'Afrique australe et 30% du PIB de l'Afrique subsaharienne. Elle entretient des relations commerciales avec les grands pays développés, où elle est considérée comme une des principales portes d'entrée en Afrique subsaharienne. À titre national ou au nom de l'Afrique, elle a joué au cours des dernières années un rôle important dans les instances internationales, notamment au Conseil de Sécurité des Nations Unies et au sein du G20. Elle a assuré plusieurs fois sur le continent africain, des missions de médiation politique, comme notamment en Côte d'Ivoire, puis au Burundi, et encore actuellement à Madagascar.

Malgré les difficultés, l'Afrique du sud a les atouts nécessaires à la poursuite de sa marche en avant. C'est en tout cas un partenaire majeur.

É
D
I
T
O

Le sommet et les peuples

Un sommet est ce qui veut dire que les plus hauts personnages publics y traitent de la grande politique. Les peuples peuvent alors s'interroger sur les retombées réelles en leur faveur. Du côté africain, ils y sont d'autant plus portés que la présence de cinquante et une délégations nationales, rend bien difficile la prise en compte des besoins de la population de tel ou tel pays.

Du côté français, ils y sont d'autant plus enclins que tout a été fait, depuis plusieurs décennies, par la plupart des intellectuels et des médias, pour dévaloriser la relation entre la France et l'Afrique. Le sentiment d'irréalisme au sein des populations, ne risque-t-il pas d'être renforcé du fait de l'importance

prioritaire donnée à des questions vouées pour le moment à rester sans réponse, comme celle de l'affectation à l'Afrique d'un ou deux sièges de membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies ? L'entêtement des autorités françaises à mettre au tout premier plan la question pourtant controversée du climat, afin de plaire à une certaine bourgeoisie écologiste hexagonale, ne risque-t-il pas de nourrir le doute sur la conscience que peuvent avoir de la réalité populaire en Afrique, les nouveaux maîtres des palais parisiens ?

Heureusement les entreprises françaises appelées au secours d'une politique en mal de sens et de moyens, sont venues témoigner aux côtés des entreprises africaines de leur capacité à s'enraciner sur le terrain, afin d'y créer emploi, pouvoir d'achat et mieux être.

Soudan

Vers le référendum

Un nouveau gouvernement a été formé avec le portefeuille du pétrole aux ex rebelles sudistes pour préparer le référendum sur l'indépendance du Sud-Soudan prévu en janvier prochain.

Sommet de Nice Les entreprises à la rescousse

La 25^{ème} conférence des Chefs d'État et de gouvernement d'Afrique et de France s'est déroulée à Nice les 31 mai et 1^{er} juin. Forte participation avec cinquante et une délégations africaines, innovation grâce à la présence nouvelle de plus de deux cent entreprises françaises et africaines, climat constructif, couverture médiatique convenable, l'opération est jugée positive.

Conformément à l'ordre du jour, les débats ont porté sur de grandes questions politiques : paix et sécurité en Afrique, place de l'Afrique dans les instances internationales, problématique du climat et du développement. Ils ont aussi innové au chapitre économique, en faisant une large place aux entreprises.

Dans l'ordre politique, la question de l'attribution à l'Afrique d'un ou deux sièges de membre permanent, a fait l'objet d'échanges de vues difficiles. La France y était en effet appelée à plaider pour l'augmentation du nombre de sièges permanents au Conseil de Sécurité des Nations Unies et l'affectation de deux de ces nouveaux sièges à des pays africains. Connaissant toute la difficulté d'un tel

élargissement et le poids des autres candidats en attente (Allemagne, Japon, Inde ...), la délégation française n'a pas dissimulé qu'il serait plus adéquat de revendiquer un seul siège. Les Africains, qui sont loin de parler d'une seule voix sur ce sujet, au point que certains préféreraient que rien ne change, en reparleront entre eux.

Sur la question de la place de l'Afrique.../...



XXV^{ème} sommet Afrique-France à Nice Acropolis

La gouvernance mondiale

(suite page 2)

Sommet de Nice**Les entreprises à la rescousse (suite)**

dans le G20, le Président Nicolas Sarkozy, a déclaré qu'à l'occasion de la Présidence Française à compter de fin 2010, il proposerait que l'Afrique soit représentée de droit par le Président de l'Union Africaine et par le Président de la Commission.

Paix et sécurité

En matière de paix et sécurité, la France a rappelé sa disponibilité pour appuyer le renforcement des capacités de l'Union Africaine et des organisations sous régionales. Elle formera dans ce contexte 12.000 militaires africains dans la période 2010-2012.

Les délégations ont eu par ailleurs de nombreux échanges sur les problèmes transnationaux, comme le terrorisme et le trafic de drogue.

Climat et environnement

Sur la question de la lutte contre le réchauffement

climatique, la partie française n'a pas convaincu les Africains de prendre ou d'annoncer des engagements concrets pour les années à venir. En effet, les populations africaines sont confrontées à d'autres urgences dont la réalité est indiscutable. De plus, la question des financements et du partage de la charge de la lutte contre le réchauffement climatique, est loin d'être claire, malgré les chiffres

pharamineux lancés à la cantonade.

Quant à l'idée parisienne de créer une Organisation Mondiale de l'Environnement, les Africains ont préféré recommander l'augmentation des ressources du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), qui existe depuis longtemps mais manque de moyens financiers.

Économie et entreprises

Sur les questions économiques, la présence pour la première fois et la participation active aux travaux, de 250 chefs d'entreprises, ont favorisé une approche concrète de l'accès au financement pour les entreprises, de leur besoin de sécurité juridique, et de leur responsabilité économique, sociale et environnementale.

« 250 chefs d'entreprises ont favorisé une approche concrète de l'accès au financement de l'entreprise »

Les entreprises françaises ont adopté dans ce sens une charte de Responsabilité Sociétale des Entreprises, dont on espère, sans encore le déclarer, qu'elle fera école pour les entreprises des autres pays partenaires de l'Afrique. La Présidente du MEDEF a annoncé à cette occasion la création d'une organisation de coopération entre les patronats français et africain.



Sommet de Nice Acropolis 31 Mai-1er Juin 2010

Les débats ont souligné le besoin de financements internationaux innovants pour le développement. La déclaration finale soutient « le principe d'une taxe sur certaines transactions financières internationales, à l'exception des transferts sociaux. »

Enfin, les Chefs d'État et de gouvernement se sont facilement entendus sur la nécessité de développer massivement les énergies renouvelables en Afrique.

Le dernier paragraphe de la déclaration finale du sommet confirme la permanence d'une rencontre dont beaucoup commençaient à douter et dont certains doutent encore. Il indique que le prochain sommet se tiendra dans trois ans en Égypte.

**3 questions à****Bernard Debré**

Bernard Debré, professeur de médecine, a été ministre de la coopération, et est actuellement député de Paris. Il a une très grande expérience de la coopération internationale dans le monde entier. Il connaît parfaitement l'Afrique et y compte de nombreux amis.

La lettre de l'Afrique : A l'office religieux du 8 juin à Paris, vous étiez au premier rang des amis personnels, avec l'ancien ministre Jacques Godfrain et l'ambassadeur Louis Dominici. Quel était votre état d'esprit ?

Bernard Debré :

D'abord beaucoup de peine. C'était un ami. Voyez-vous, je connais le Gabon depuis 1963. J'ai soigné le Chef de l'État et des membres de sa famille, et de nombreux gabonais. J'ai contribué à la formation de beaucoup de médecins gabonais. J'ai été témoin des efforts constants du Président Omar Bongo pour la paix et le développement au Gabon et en Afrique, dans l'amitié avec la France. Je suis allé à l'office religieux témoigner de tout cela et exprimer mes condoléances à sa famille et à son fils, Ali Bongo Ondimba, qui lui a succédé. Je suis persuadé que le

nouveau Chef de l'État saura marcher sur les traces du père rassembleur, et avancer à sa propre manière dans la modernité du développement.

LLA : Pensez-vous que le dernier sommet Afrique-France a contribué à la modernité des relations entre la France et l'Afrique ?

Bernard Debré :

Un sommet, c'est toujours utile pour faire le point et pour progresser. Il va falloir maintenant s'intéresser aux suites. Il importe à cette fin, que du côté français, on s'efforce de faire appel à ceux qui connaissent le mieux l'Afrique et les Africains et qui ont leur estime. Notre capacité de dialogue et d'anticipation en dépend. Vous savez, la coopération avec l'Afrique, ça ne s'improvise pas en

quelques mois, ni même en quelques années.

LLA : Pensez-vous, dans ce sens, que l'appel lancé aux entreprises pour participer au dernier sommet Afrique-France est une bonne chose ?

Bernard Debré :

Oui. Parce que les entreprises, et certaines depuis très longtemps, travaillent sur le terrain, au contact des hommes à tous les niveaux de la société. Et parce que leur apport au développement économique et social est de plus en plus déterminant. Mais bien évidemment, cela ne dispense pas l'État français de s'intéresser à la relance de la coopération publique, dans des domaines qui touchent l'ensemble de la population, et qui, en Afrique aussi, relèvent des pouvoirs publics, comme l'éducation et la santé.



Guinée

Élections présidentielles

La dernière ligne droite



Le 27 juin 2010, les Guinéens éliront leur Président de la République. Ils auront à choisir parmi 24 candidats dont une femme. Les plus connus sont Alpha Condé, l'opposant historique, Cellou Dalein Diallo, ancien premier ministre, et Sydia Touré, également ancien premier ministre. Rien n'est joué d'avance dans cette élection considérée comme la première élection libre du pays, et où le nombre de candidat rend probable un deuxième tour, avec des reports difficiles à prévoir.

L'élection a été préparée sous l'autorité du Chef de l'État par interim, le général Setouba Konate, qui a renoncé à se présenter, et du premier ministre Jean Marie Dore, lui-même non candidat. L'organisation a été confiée à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), qui a reçu des appuis

techniques et financiers extérieurs, notamment de l'Union Européenne, de la France, des États Unis, et du Japon.

Plus de 4 millions d'électeurs

La Commission a dénombré près de 4 300 000 électeurs, dont un peu plus de 1% seulement réside à l'étranger. Plus de 400 000 de ces électeurs font l'objet de vérifications. 8 000 bureaux de vote sont prévus dans l'ensemble du Pays. Des observateurs internationaux sont attendus. Ceux de l'Union Européenne sont déjà en

voix se sont élevées en Guinée pour réclamer une meilleure organisation, voire pour contester à l'avance les résultats si le vote n'était pas reporté. Mais le Chef de l'État par interim considère qu'il ne faut pas prolonger la période d'incertitude en cours. Il a été encouragé dans ce sens par les Européens et les Américains.

Le débat électoral va en s'échauffant

Tout indique que le débat électoral va en s'échauffant, qu'il sera difficile d'éviter de vives contestations. Le rôle du Général Konate et de l'armée sera une fois de plus décisif, pour le respect des procédures démocratiques et l'installation effective du Président que les électeurs guinéens auront choisi. C'est en constatant combien sa présence en Guinée était utile dans ce sens, que le général Konate, qui venait de passer plusieurs jours en France à l'occasion du sommet Afrique-France, s'est résolu à reporter la visite qu'il avait souhaité effectuer en Russie en ce début Juin.

« Il sera difficile d'éviter de vives contestations »

Guinée. La relative brièveté du délai de préparation et l'inexpérience en la matière, rendent l'opération quelque peu acrobatique, au point que de nombreuses



BURUNDI

Une élection présidentielle contestée d'avance

L'opposition conteste la régularité de l'élection à venir



Les cinq principaux candidats de l'opposition se sont retirés. Ils dénoncent des « fraudes massives » dans les récentes élections municipales du 24 mai gagnées par le parti au pouvoir, et déclarent qu'elles annoncent une élection présidentielle « truquée d'avance ». Ils demandent l'annulation préalable de ces élections municipales et des sanctions contre la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).

Le pouvoir s'estime en droit de poursuivre

Le pouvoir est d'autant moins disposé à les entendre que les observateurs de l'Union Européenne et de l'ONU

considèrent que les municipales se sont déroulées normalement. La campagne électorale présidentielle va donc se poursuivre comme prévu du 12 au 25 juin. Les opposants qui ne sont plus candidats ne sont pas autorisés à faire campagne, ce qui a suscité de vives protestations de l'opposition.

Le Burundi et la problématique des Grands Lacs

Le Burundi, qui est sorti progressivement entre 2002 et 2006 d'une sanglante guerre civile, risque-t-il de s'enflammer à nouveau ? Cette question inquiète les Burundais et la communauté

internationale, où le Secrétariat général des nations unies a tenté en vain de ramener les candidats de l'opposition dans le processus électoral.

Près de 9 millions d'habitants ayant le français pour langue officielle avec le kirundi, sur un territoire de 28000 Km2, bordé à l'ouest par le lac Tanganyka, entouré au nord par le Rwanda, à l'est et au sud par la Tanzanie

« Les cinq principaux candidats de l'opposition demandent l'annulation préalable des élections municipales »

et sur sa partie nord ouest par la République Démocratique du Congo : le Burundi se trouve au cœur de la région stratégique des grands lacs. Il est important pour lui comme pour ses

voisins que la paix y règne et que puisse s'y poursuivre la marche, déjà bien difficile, vers le développement.

On sait que la situation au Burundi et dans la région a fait l'objet de divers échanges de vues en coulisse, lors du sommet France Afrique de Nice, les 31 mai et 1^{er} juin 2010. Mais en l'absence des Chefs d'État du Burundi, de l'Ouganda et de la République Démocratique du Congo, alors que seul le Chef d'État Rwandais était présent à Nice, il n'était pas question que le sommet France Afrique puisse avancer beaucoup, même officieusement, sur la problématique des grands lacs.

L'armature du développement en Afrique Avec la collaboration de K. Fodouop, J.Tape Bidia, Karthala, 2010

Réflexion collective de géographes d'Afrique de l'ouest sur le rôle déterminant des infrastructures de transport et de communication dans le développement des pays.

Les africains de France

J.P.Gourevitch, Acropole, 2009

Qui sont-ils ? Où vivent-ils ? Qu'attendent-ils de la France et comment sont-ils perçus par ceux qui les ont accueillis ? L'auteur nous propose d'aller à leur rencontre et d'analyser leur

rôle économique, social et culturel, leurs liens avec leur pays d'origine.

Investissements pétroliers chinois en Afrique

Robert D'Aboville, Qian Sun, Karthala, 2010

Pékin cherche à diversifier ses sources d'approvisionnements en pétrole, et l'Afrique est une cible de choix plus accommodante que le Moyen-Orient et son pétrole est de meilleure qualité. Pékin bouleverse l'équation géopolitique régionale.

La musique au cœur de la société congolaise

Dieudonné Iyeli Katamu, L'Harmattan, 2010

En République Démocratique du Congo, les artistes musiciens, en leur qualité de faiseurs d'opinion, occupent une place non négligeable dans la société. L'analyse de leurs oeuvres constitue une stratégie efficace pour déceler l'imaginaire collectif, la mentalité populaire et la vision du monde de la société dont ils font partie.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Afrique du nord

• UPM

Le 2ème sommet de l'Union pour la Méditerranée, qui devait avoir lieu le 7 juin à Barcelone, a été reporté. La nouvelle date n'est pas fixée. La question palestinienne constitue un obstacle ;

• Égypte

Les Frères musulmans apportent leur soutien à la candidature d'el-Baradeï à la prochaine élection présidentielle ;

Afrique subsaharienne

• Côte d'Ivoire

L'exrèbellion a officiellement entamé le 15 juin le regroupement de ses hommes dans des casernes. Le président Gbagbo a promis des élections avant la fin 2010 ;

• RDC

Le départ de 2 000 des 20 000 casques bleus présents dans le pays, prévu avant le 31 juin, a commencé. Désormais, la MONUC devient la MONUSCO ;

• Niger

La crise alimentaire s'aggrave dans ce pays où plus de la moitié de la population est en état d'insécurité alimentaire ;

• Comores

Tension à Moroni après l'assassinat d'un chef de l'armée. Un gouvernement en exil s'est constitué en France pour obtenir le départ du Président Ahmed Abdallah Sambi, toujours en exercice alors que son mandat est terminé ;

• Madagascar :

Alors que la crise politique perdure, l'Union européenne a suspendu son aide au développement. Seule l'aide humanitaire est conservée.

AFRICAN VIRTUAL
Expo
FOIRE VIRTUELLE

14 au 22 juin 2010 - Treichville (Afrique du Sud)

Une foire virtuelle prévue sur Internet du 15 mai au 14 août 2010, suivi d'une exposition physique en Afrique du Sud, du 14 au 22 juin 2010, lors de la Coupe du monde de football.

African Virtual Expo vise à renforcer la politique d'intégration économique globale en associant les entreprises africaines à la grande fête sportive mondiale, - donner de la visibilité aux entreprises exposantes grâce aux outils des nouvelles technologies, multiplier les opportunités d'affaires et accompagner les communes dans les recherches de partenariats économique, commerciale, technique et politique.

2-6 juin à Bordeaux : Forum des affaires dans le prolongement du sommet France-Afrique

CF

Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.